

LE « NOUVEL IMPÉRIALISME » : ACCUMULATION PAR EXPROPRIATION

David Harvey

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2004/1 n° 35 | pages 71 à 90

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130543473

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2004-1-page-71.htm>

Pour citer cet article :

David Harvey, « Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation », *Actuel Marx* 2004/1 (n° 35), p. 71-90.
DOI 10.3917/amx.035.0071

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation

David HARVEY

Traduit de l'anglais par Isabelle Udry-Richet, Bernard Cros et Nicolas Ballier

La survie du capitalisme sur une aussi longue période, malgré de multiples crises et restructurations, accompagnées de sombres prédictions – de gauche comme de droite – annonçant son effondrement imminent, est un mystère qui mérite éclaircissement. Henri Lefebvre, parmi d'autres, pensait qu'il avait trouvé la clé de l'énigme dans sa thèse célèbre selon laquelle le capitalisme survit grâce à la production de l'espace, mais il n'a jamais expliqué de manière précise comment cela était possible¹. Lénine, tout comme Rosa Luxembourg, pour des raisons et au moyen d'arguments assez différents, considéraient que l'impérialisme – une certaine forme de production d'espace – était la solution de l'énigme, même s'ils étaient persuadés que cette solution se heurtait à des limites du fait de ses propres contradictions indépassables.

J'ai tenté d'aborder ce problème dans les années 1970 en examinant le rôle des « dispositifs spatio-temporels » (*spatio-temporal fixes*) dans les contradictions internes du processus d'accumulation². Un tel argument n'a de sens qu'en rapport avec la tendance générale du capitalisme à engendrer des crises de suraccumulation, que l'on peut comprendre théoriquement grâce à la théorie marxiste de la baisse tendan-

1. Henri Lefebvre, *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production*, Paris, Editions Anthropos, 1973, rééd. 2002.

2. La plupart de mes articles des années 1970 et 1980 ont été republiés dans David Harvey, *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*, New York, Routledge, 2001. La même thèse est développée aussi dans David Harvey, *The Limits To Capital*, Oxford, Basil Blackwell, version *reprint*, Londres, Verso, 1999.

cielle du taux de profit³. Ces crises se manifestent sous la forme d'une juxtaposition d'excédents de capital et de force de travail, sans qu'il soit apparemment possible de les mettre en œuvre de façon profitable pour accomplir des tâches socialement utiles. Afin d'éviter une dévaluation (ou même une destruction) générale de capital et de travail, il faut trouver des moyens permettant d'absorber ces excédents. L'expansion géographique et la réorganisation spatiale offrent une telle possibilité. Mais celle-ci ne saurait être indépendante de dispositifs temporels (*temporal fixes*) spécifiques, dans la mesure où l'expansion géographique implique souvent des investissements dans des infrastructures matérielles et sociales durables (transport, réseaux de communication, éducation, recherche par exemple) dont l'amortissement, par le biais des activités productives qu'ils soutiennent, s'étale sur plusieurs années.

Le capitalisme mondial connaît, depuis les années 1970, un problème chronique et durable de suraccumulation. Les données empiriques rassemblées par Robert Brenner pour illustrer ce point me semblent, d'une manière générale, convaincantes⁴. Cependant, j'interprète la volatilité du capitalisme international durant ces années comme le produit d'une série de dispositifs spatio-temporels temporaires qui n'ont pas permis, même à moyen terme, de résoudre le problème de la suraccumulation. Comme l'explique Peter Gowan, c'est par l'orchestration de cette volatilité que les États-Unis ont essayé de préserver leur hégémonie au sein de l'économie globale⁵. Le tournant qu'ils ont apparemment opéré récemment vers un impérialisme ouvert appuyé sur la force militaire peut être vu comme un signe d'affaiblissement de cette hégémonie face à la menace sérieuse de récession et de dévaluation de grande envergure à l'intérieur de leurs frontières, contrairement aux différentes poussées de dévaluation infligées ailleurs (en Amérique Latine dans les années 1980 et au début des années 1990 et, plus gravement encore, avec la crise qui a consumé l'Asie de l'Est et du Sud-Est en 1997 puis a englouti la Russie et une bonne partie de l'Amérique Latine). Mais j'aimerais aussi avancer l'hypothèse que l'incapacité d'accumuler par le biais d'un processus régulier de reproduction élargie a été accompagnée d'une multiplication de tentatives

3. Je présente ma propre version de cet argument théorique dans David Harvey, *The Limits To Capital*, *op. cit.*, chap. 6 et 7.

4. Robert Brenner, *The Boom and the Bubble: the U. S. in the World Economy*, Londres, Verso, 2002. La théorie de la suraccumulation de Brenner est très différente de la mienne mais je trouve ses données empiriques utiles et dans l'ensemble pertinentes.

5. Peter Gowan, *The Global Gamble. Washington's Bid for World Dominance*, Londres, Verso, 1999.

visant à favoriser l'accumulation par l'expropriation⁶. Et j'en conclus que telle est la marque distinctive de ce que certains se plaisent à désigner comme le « nouvel impérialisme »⁷.

L'accumulation par expropriation

Dans *L'accumulation du Capital*, Rosa Luxembourgeois distingue soigneusement deux aspects de l'accumulation capitaliste :

L'un concerne la production de la plus-value – à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole – et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe. L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître

6. Dans la mesure où il s'agit là d'un problème complexe qui ne saurait être exposé dans un espace limité, je vais procéder de façon schématique et simplifiée, renvoyant les élaborations détaillées à une publication ultérieure.

7. La question du « nouvel impérialisme » a été soulevée à gauche par Leo Panitch, « The New Imperial State », *New Left Review*, 11, 1, 2000, 5-20. Cf. également Peter Gowan, Leo Panitch et M. Shaw, « The State, Globalization, and the New Imperialism : a Round Table Discussion », *Historical Materialism*, 9, 2001, 3-28. On trouvera d'autres commentaires intéressants in James Petras et Henry Veltmeyer, *Globalization Unmasked : Imperialism in the 21st Century*, Londres, Zed Books, 2001 ; R. Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », *Science and Society*, 66, 4, 2002-3, 473-97 ; Samir Amin, « Imperialism and Globalization », *Monthly Review*, juin 2001, 1-10. Pour un point de vue conservateur et libéral, on se reportera à Michael Ignatieff, « The Burden », *New York Times Magazine*, 5 janvier 2003 et R. Cooper, « The New Liberal Imperialism », *The Observer*, 7 avril 2002.

les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

Ces deux aspects de l'accumulation, explique-t-elle, sont « organiquement liés » et la trajectoire historique du capitalisme ne peut être analysée que s'ils sont pris en compte conjointement⁸.

La théorie générale de l'accumulation capitaliste de Marx est construite à partir de certaines hypothèses fondamentales qui correspondent, en gros, à celles de l'économie politique classique et qui excluent les processus d'accumulation primitive. Ces hypothèses sont les suivantes : l'existence de marchés concurrentiels libres et certains facteurs institutionnels tels que la propriété privée, l'individualisme juridique, la liberté de contrat et les structures appropriées de droit et de gouvernement, garanties par un Etat partenaire qui assure également l'intégrité de l'argent en tant que réserve de valeur et moyen de circulation. Le rôle du capitaliste comme producteur et échangiste de marchandises est déjà bien établi et la force de travail est devenue une marchandise qui s'échange généralement à sa valeur.

L'accumulation « primitive » ou « originelle » s'est déjà produite et l'accumulation se poursuit sous la forme de reproduction élargie (mais grâce à l'exploitation, dans la production, du travail vivant) dans une économie close opérant sous des conditions de « paix, de propriété et d'égalité ». Ces hypothèses nous permettent de voir ce qui se passerait si le projet libéral des économistes classiques ou, à notre époque, le projet néo-libéral des économistes néo-classiques, se réalisait. La supériorité de la méthode dialectique de Marx est de montrer que la libéralisation du marché – le credo des libéraux et des néo-libéraux – ne produirait pas un état harmonieux où chacun verrait sa situation s'améliorer. Elle produirait au contraire des niveaux toujours accrus d'inégalité sociale, à l'image de la tendance mondiale des politiques néolibérales mises en œuvre au cours des trente dernières années, en particulier dans des pays comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Elle produirait aussi, prédit Marx, des instabilités graves et croissantes,

8. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du Capital*, Paris, Maspéro, 1967, t. II, ch. 31, « Le protectionnisme et l'accumulation », pp. 120-121. Rosa Luxemburg fonde son analyse sur une théorie de la sous-consommation (absence de demande effective) qui a des implications assez différentes de celles des théories de la suraccumulation (absence de débouchés pour des activités rentables) sur lesquelles je m'appuie. Une analyse approfondie du concept d'accumulation par expropriation et de ses relations avec le problème de la suraccumulation est présentée dans la troisième partie de mon ouvrage, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

culminant dans des crises chroniques de suraccumulation (du type de celle à laquelle nous assistons actuellement).

Le désavantage de ces hypothèses est qu'elles relèguent l'accumulation fondée sur la prédation, l'escroquerie et la violence à une « étape originelle » considérée comme dépassée ou, selon Rosa Luxembourg, comme d'une certaine façon « extérieure » au système capitaliste. Une réévaluation générale du rôle permanent et de la persistance des pratiques prédatrices de l'accumulation « primitive » ou « originelle » au cours de la longue géographie historique de l'accumulation du capital est donc tout à fait à l'ordre du jour, comme plusieurs commentateurs l'ont récemment observé⁹. Comme il peut sembler étrange de qualifier un processus en cours de « primitif » ou d'« originel », dans ce qui suit, je ferai plutôt référence à l'« accumulation par expropriation ».

Un examen plus approfondi de la description faite par Marx de l'accumulation primitive révèle une grande diversité de processus. Ceux-ci comprennent la marchandisation et la privatisation de la terre ainsi que l'expulsion forcée des populations paysannes ; la conversion de différents droits de propriété (commune, collective, étatique) en droits de propriété privée exclusifs ; la suppression des droits d'usage des terres communales ; la marchandisation de la force de travail et la suppression de formes de production et de consommation alternatives (indigènes) ; des processus d'appropriation des ressources (y compris les ressources naturelles) sous des formes coloniales, néo-coloniales et impériales ; la monétarisation des échanges et de l'impôt (en particulier sur la terre) ; la traite des esclaves ; l'usure, la dette nationale et, enfin, le système de crédit. L'Etat, avec son monopole de la violence et de la définition de la légalité, joue un rôle crucial à la fois dans le soutien et dans l'expansion de ces processus. Il existe de nombreuses preuves – que Marx suggère et que Braudel confirme – selon lesquelles la transition vers le développement capitaliste a dépendu directement de l'attitude de l'Etat – dont la contribution fut majeure en Grande-

9. Michael Perelman, *The Invention of Capitalism: Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, Duke University Press, 2000. Il existe aussi un large débat dans *The Commoner* (www.thecommoner.org) à propos des nouvelles « enclosures » et de la question de savoir si l'accumulation primitive doit être comprise comme un phénomène purement historique ou permanent. De Angelis en présente un bon résumé ; cf. <http://homepages.uel.ac.uk/M.DeAngelis/PRIMACCA.htm>.

Bretagne, bien moindre en France et extrêmement négative en Chine jusqu'à une période très récente ¹⁰.

L'évocation du tournant récent vers l'accumulation primitive en Chine indique qu'il s'agit d'un problème permanent, et de nombreux cas, en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est, illustrent le rôle décisif que les politiques et les projets des Etats (voir le cas de Singapour) ont joué dans la détermination de l'intensité et des voies prises par les nouvelles formes d'accumulation capitaliste. Le rôle de l'Etat dans le développement au cours de phases récentes d'accumulation du capital a, en conséquence, fait l'objet de nombreuses études. Il suffit de penser à l'Allemagne de Bismarck ou au Japon de la période Meiji pour se rendre compte qu'il en est ainsi depuis longtemps.

L'ensemble des processus décrits par Marx a toujours fait partie intégrante de la géographie historique du capitalisme. Certains d'entre eux se sont affinés et jouent aujourd'hui un rôle plus important encore que par le passé. Comme Lénine, Hilferding et Luxemburg l'ont souligné, le système du crédit et le capital financier, sont de puissants leviers de prédation, d'escroquerie et de vol. Publicité pour des investissements non garantis en bourse, escroqueries liées à la spéculation (pyramides, arnaques à la Ponzi), destruction organisée d'actifs par le biais de l'inflation, appropriation d'actifs au moyen de fusions et d'acquisitions, création de hauts niveaux d'endettement qui réduisent des populations entières, même dans des pays capitalistes avancés, à la condition de débiteurs permanents, sans parler des escroqueries dans les entreprises, des dépossessions d'actifs (fonds de pension attaqués, puis détruits suite à l'effondrement des cours de bourse et des sociétés) grâce à la manipulation du crédit et de la bourse : voilà autant de particularités essentielles de la nature du capitalisme contemporain. La faillite d'Enron a privé nombre de personnes de leurs moyens de subsistance et de leurs droits à la retraite. Toutefois, il importe avant tout de considérer les attaques spéculatives menées par les *hedge funds* (fonds d'investissements à risque ou fonds spéculatifs) et par toute une série de grandes institutions appartenant au capital financier, comme le fer de lance moderne de l'accumulation par l'expropriation. En provoquant une crise de liquidités dans toute l'Asie du Sud-Est, les *hedge funds* ont mené inexorablement des entreprises en bonne santé à la faillite. Ces dernières ont pu alors être achetées à des prix défiant toute concurrence

10. Karl Marx, *Le Capital*, vol. 1, trad. sous la resp. de J.-P. Lefebvre, 7^{ème} section, chap. XXIV & XXV, Paris, PUF, 1993 ; Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.

grâce au capital excédentaire des pays du centre, opérant ce qui, pour Wade et Veneroso, représente « le plus grand transfert d'actifs jamais vu en temps de paix, de propriétaires d'entreprises dans le cadre d'économies nationales (dans ce cas précis, d'Asie du Sud-Est) vers des propriétaires étrangers (ici, des Etats-Unis, d'Europe et du Japon) »¹¹.

Des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par l'expropriation sont également apparus. L'accent mis sur les questions de droits de propriété intellectuelle au cours des négociations de l'OMC (au travers de « l'accord Adpic » : Aspect des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) met en lumière les modalités selon lesquelles le dépôt de brevets et de licences sur les matériaux génétiques, sur le plasma germinatif, et sur toutes sortes d'autres produits, peut être utilisé à l'encontre des populations entières, dont les pratiques de gestion de l'environnement ont pourtant joué un rôle capital dans la mise au point de ces mêmes produits. Le « bio-piratage » fait rage et le pillage des réserves de ressources génétiques est en pleine expansion dans le monde entier au profit d'un petit nombre de multinationales. De la même manière, la diminution croissante des biens écologiques communs de la planète (la terre, l'air, l'eau) et la dégradation grandissante des habitats naturels qui n'autorisent que des modes de production agricole gourmands en capital sont issus de la marchandisation pure et simple de la nature sous tous ses aspects. La marchandisation de la culture, des histoires et de la créativité intellectuelle se traduit par des formes d'expropriation massive (l'industrie du disque, par exemple, est tristement célèbre pour son appropriation et son exploitation de la culture et de la créativité populaires). L'appropriation par les grandes entreprises et la privatisation de biens jusqu'ici publics, comme les universités, sans parler de la vague de privatisation de l'eau et d'autres entreprises publiques qui a submergé le monde entier, sont la forme

11. Robert Wade and Franco Veneroso, proposent la définition suivante : « de hauts niveaux d'épargne des ménages, plus des hauts niveaux de rapports dette/fonds propres, plus une collaboration entre banques, entreprises et Etat, plus une stratégie industrielle nationale, plus des incitations à l'investissement en fonction de la compétitivité sur le plan international, égale l'Etat développemental ». Cf. « The Asian Crisis : the High Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex » in *New Left Review*, 228, 1998, p. 7. Pour une étude de référence, cf. Johnson, C. *MITI and the Japanese Miracle : The Growth of Industrial Policy, 1925-75*, Stanford University Press, Stanford, 1982 ; l'impact empirique des politiques d'Etat sur les taux relatifs de croissance sont bien documentés chez Webber, M. et Rigby, D., *The Golden Age Illusion. Rethinking Post-war Capitalism*, New York, Guilford Press, 1996.

moderne « de l'enclosure des terres communes ». Comme par le passé, le recours à l'Etat s'avère souvent nécessaire pour imposer ces mouvements, parfois en dépit de la volonté populaire. Et comme par le passé, les processus d'expropriation déclenchent une forte résistance qui constitue le cœur du mouvement anti-mondialisation¹². Le transfert vers le secteur privé de droits de propriété jusque-là communs, obtenus au travers des luttes de classes (comme le droit à une retraite d'Etat, à l'assurance-chômage ou à la sécurité sociale) est, de toutes les politiques d'expropriation menées au nom de l'orthodoxie néo-libérale, l'une des plus honteuses. Le projet de privatisation de l'assurance sociale de l'administration Bush (qui, au passage, soumettra les retraites aux fluctuations du marché boursier) en est un exemple flagrant. Il n'est guère étonnant que le mouvement anti-mondialisation se soit autant focalisé ces derniers temps sur la reconquête des biens communs, ainsi que sur le rôle joué conjointement par l'Etat et le capital dans leur appropriation.

Le capitalisme fait siennes des pratiques cannibales, aussi prédatrices que frauduleuses. Mais, comme Luxembourg l'a justement relevé, « il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques ». L'accumulation par l'expropriation prend des formes diverses et son mode de fonctionnement est souvent lié aux circonstances et au hasard. Cependant, elle est omniprésente à toutes les époques et s'intensifie nettement lorsque les crises d'accumulation se produisent pendant des périodes de forte croissance, au moment où la dévaluation semble la seule issue possible. Arendt avance l'hypothèse selon laquelle une nouvelle forme d'impérialisme est apparue en Grande-Bretagne avec les crises des années 1870 et 1880, au cours desquelles la bourgeoisie britannique s'est rendu compte, « pour la première fois, que le péché originel du vol simple, que ce qui, des siècles auparavant, avait permis "l'accumulation originelle du capital" (Marx), et avait amorcé toute l'accumulation à venir, finirait nécessairement par se répéter, sous peine de voir le moteur de l'accumulation s'arrêter d'un seul coup »¹³. Ceci

12. Cf. Robert Wade et Franco Veneroso, *op. cit.*

13. Cf. Hannah Arendt, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982, p. 52 (trad. modifiée). Pour une réflexion sur l'ampleur de la résistance cf. Gills, B. (dir.), *Globalization and the Politics of Resistance*, Palgrave, New York, 2000 ; voir également, Breecher, J. and Costello, T., *Global Village or Global Pillage ? Economic Reconstruction From The Bottom Up*, Boston, South End Press, 1994. Walden Bello propose un guide clair de la résistance dans *Deglobalization : Ideas for a New World Economy*, Zed Books, London, 2002. L'idée d'une mondialisa-

nous ramène aux liens entre la recherche de dispositifs spatio-temporels, les pouvoirs de l'Etat, l'accumulation par l'expropriation et les formes contemporaines de l'impérialisme.

Le « Nouvel Impérialisme » ?

Les formations sociales capitalistes, souvent agencées selon des configurations régionales ou territoriales particulières, et en général dominées par un centre hégémonique, ont depuis longtemps recours à des pratiques quasi-impérialistes pour mettre des dispositifs spatio-temporels aptes à faire face à leurs problèmes de suraccumulation. Il est toutefois possible de distinguer des périodes dans la géographie historique de ces processus. Il suffit pour cela de prendre Hannah Arendt au pied de la lettre, quand elle affirme que l'impérialisme eurocentriste de la période 1884-1945 a constitué « la première phase de la domination politique de la bourgeoisie »¹⁴. Chaque Etat s'est lancé dans sa propre aventure impériale pour résoudre ses problèmes de suraccumulation et de conflits de classes. Dans un premier temps, ce système se stabilisa sous l'effet de l'hégémonie britannique, et s'organisa autour du libre flux des capitaux et des marchandises. Il s'effondra à la fin du XIX^e siècle, et aboutit à des conflits géopolitiques entre grandes puissances cherchant à vivre en autarcie à l'intérieur de systèmes de plus en plus protectionnistes. Il donna lieu ensuite à deux guerres mondiales, selon un scénario proche de celui prévu par Lénine. Pendant cette période, une grande partie du monde, encore inexploitée, vit ses ressources pillées (il suffit de penser aux agissements du Japon à Taiwan ou le sort réservé par la Grande-Bretagne au Witwatersrand, en Afrique du Sud) par ces puissances, qui espéraient ainsi compenser leur incapacité chronique (révélée crûment pendant la crise des années 1930) à assurer la survie du capitalisme au moyen de la reproduction élargie.

Ce système fut bousculé à partir de 1945 par un autre système, dirigé par les Etats-Unis, dont le but était d'établir un contrat entre toutes les grandes puissances capitalistes pour éviter toute guerre intestine et trouver un moyen rationnel d'aborder collectivement la question de la suraccumulation, qui avait été à l'origine du désastre des années 1930. Pour y parvenir, ces pays devaient se répartir les avantages du développement d'un capitalisme intégré dans les régions du centre (d'où le

tion par en bas est abordée de manière très efficace par Falk, R. *Predatory Globalization : A Critique*, Cambridge, Polity Press, 2000.

14. Hannah Arendt, *L'impérialisme*, *op. cit.*, p. 35.

soutien américain à la création d'une union européenne) et entreprendre une expansion géographique systématique (d'où l'insistance américaine sur la décolonisation et le « développementalisme » comme objectif global à poursuivre pour le reste du monde). Cette deuxième phase de la domination bourgeoise mondiale fut façonnée, pour une bonne part, par les circonstances de la guerre froide, qui conférèrent aux élites militaires et économiques des Etats-Unis la position d'unique superpuissance capitaliste. Ceci eut pour effet de créer un « super-impérialisme » américain, davantage dicté par des impératifs militaires et politiques que par des nécessités économiques. Les Etats-Unis n'étaient guère dépendants des marchés extérieurs, tant pour leurs importations que pour leurs exportations. Ils pouvaient même se permettre d'ouvrir leurs marchés aux autres et absorber ainsi, grâce à leurs dispositifs spatio-temporels internes (construction du réseau autoroutier national, expansion galopante des banlieues, développement du sud et de l'ouest du pays, par exemple) une partie des excédents disponibles qui commençaient à apparaître nettement en Allemagne et au Japon pendant les années 1960. Le monde capitaliste dans son ensemble connut une forte croissance par le biais de la reproduction élargie. L'accumulation par l'expropriation demeura relativement discrète, même si certains pays possédant des excédents de capitaux, comme le Japon et l'Allemagne, eurent de plus en plus besoin de se tourner vers les marchés extérieurs, y compris en prenant part à la course au contrôle des marchés émergents des anciennes colonies. Toutefois, dans une grande partie de l'Europe, l'exportation de capitaux demeurait soumise à un contrôle sévère, tandis que l'Asie du Sud-Est limitait fortement les entrées de capitaux étrangers. Ce qui prédominait dans chacun des Etats, c'était la lutte des classes, avec pour enjeu la reproduction élargie, ses modalités et ses résultats, à savoir qui seraient les vainqueurs et les vaincus. Au plan géopolitique, les principaux conflits de la période étaient soit liés à la guerre froide (les Soviétiques ayant construit leur propre empire), soit à des foyers de tension résiduels (en général combinés aux enjeux politiques de la guerre froide, ce qui incita les Etats-Unis à soutenir de nombreux régimes post-coloniaux réactionnaires) causés par la réticence des puissances européennes à se retirer de leurs colonies (l'intervention franco-anglaise à Suez 1956 en constitue un exemple flagrant). Le ressentiment croissant causé par le confinement à une situation spatio-temporelle d'assujettissement perpétuel au centre déboucha toutefois sur les mouvements de libération nationale, qui combattirent cette dépendance. Le socialisme du tiers-monde souhaitait la modernisation, mais sur des bases politiques et de classe radicalement différentes.

Ce système s'effondra vers 1970. Il devint difficile de mettre en œuvre les contrôles de capitaux car les excédents de dollars américains commencèrent à inonder les marchés mondiaux. Les pressions inflationnistes augmentèrent du fait des manœuvres américaines pour s'approprier les armes et l'argent des armes en pleine guerre du Vietnam, tandis que l'intensification des luttes de classes dans les pays du centre finit par faire chuter les profits. Les Etats-Unis entreprirent dès lors de mettre sur pied un nouveau système fondé sur un ensemble de nouveaux dispositifs institutionnels financiers et internationaux. Son but consistait à contrer les menaces économiques venant d'Allemagne et du Japon et à redéfinir le pouvoir économique sur le mode d'un capital financier basé à Wall Street. L'augmentation vertigineuse du prix du pétrole, résultat d'une collusion entre l'administration Nixon et les Saoudiens, fit bien plus de dégâts sur les économies d'Europe et du Japon que sur celle des Etats-Unis qui, à l'époque, dépendaient très peu des réserves du Moyen-Orient¹⁵. Ce sont les banques américaines qui obtinrent le privilège de recycler les pétrodollars dans l'économie mondiale. Menacés sur le terrain de la production, les Etats-Unis répliquèrent en affirmant leur hégémonie au moyen de la finance. Mais pour que ce système fonctionne efficacement, il fallait obliger les marchés, ceux des capitaux notamment, à s'ouvrir au reste du monde. Ce processus demandait du temps et il exigeait une pression américaine féroce (soutenue par l'emploi de dispositifs d'envergure mondiale, tels que le FMI), ainsi qu'un engagement non moins féroce en faveur du néo-libéralisme présenté comme la nouvelle orthodoxie économique. Il remettait également en cause l'équilibre du pouvoir et des intérêts au sein de la bourgeoisie, qui penchait jusque-là en faveur des activités de production, au bénéfice des grandes institutions financières. Ceci permettait en outre d'attaquer les positions acquises par le mouvement ouvrier dans le cadre de la reproduction élargie, soit directement, en exerçant une surveillance étroite de la production, soit indirectement, en facilitant la mobilité géographique de toutes les formes de capital. Le rôle du capital financier fut donc d'une importance décisive dans cette troisième phase de l'histoire de la domination bourgeoise mondiale.

Ce système devint de plus en plus imprévisible et impitoyable. Il connut plusieurs phases d'accumulation par l'expropriation (en général au moyen de programmes d'ajustement structurel orchestrés par le FMI) conçues comme autant de remèdes aux difficultés rencontrées dans la sphère de la reproduction élargie. Dans certains cas, comme

15. Peter Gowan, *op. cit.*, pp. 21-22, énumère les preuves de la collusion entre Nixon et les Saoudiens.

celui de l'Amérique latine des années 80, des économies entières furent pillées et leurs actifs récupérés par les institutions financières américaines. Les attaques spéculatives contre les devises de la Thaïlande et de l'Indonésie en 1997, appuyées par les politiques déflationnistes sauvages exigées par le FMI, menèrent des entreprises, parfois viables, à la faillite, et inversèrent le formidable mouvement de progrès économique et social qui avait été réalisé dans une grande partie du Sud-Est asiatique. Des millions de personnes se retrouvèrent ainsi prisonnières du chômage et de la pauvreté. Fort opportunément, la crise déclencha également un repli sur le dollar, preuve de la puissance de *Wall Street*, et qui eut pour effet une augmentation extraordinaire de la valeur des actifs des plus riches aux Etats-Unis. Les luttes de classes commencèrent alors à se cristalliser autour de thèmes tels que les ajustements structurels dictés par le FMI, les activités prédatrices du grand capital et la disparition de certains droits sous l'effet des privatisations.

Les crises d'endettement ont ainsi pu être mises à profit pour réorganiser les rapports de production dans chaque pays, au cas par cas, de façon à favoriser la pénétration des capitaux étrangers. Dans chaque pays, les régimes financiers, les marchés nationaux, ainsi que des entreprises florissantes, furent offerts aux appétits des entreprises américaines, japonaises et européennes. Il devint alors possible de consolider les faibles marges réalisées dans les pays du centre en prélevant une partie de celles réalisées à l'étranger. L'accumulation par l'expropriation prit une place encore plus essentielle au sein du capitalisme mondial, avec la privatisation comme principale devise. La résistance portée par les mouvements anti-capitalistes et anti-impérialistes s'est concentrée sur cette dimension¹⁶. Si le système demeurait articulé

16. La gauche, qui en était largement restée aux enjeux politiques de la reproduction élargie (et qui, à plus d'un titre, raisonne encore dans ces termes), a mis bien du temps à reconnaître l'importance des manifestations contre le FMI entre autres mouvements contre l'expropriation. L'étude que J. Walton avait été le premier à consacrer aux manifestations anti-FMI fait aujourd'hui figure de classique sur la question : *Reluctant Rebels : Comparative Studies On Revolution and Underdevelopment*, New York, Columbia University Press, 1984. Cela dit, une analyse beaucoup plus approfondie du problème devient possible en distinguant entre, d'une part, les mouvements dirigés contre l'expropriation de type régressif et rejetant la modernité, et, de l'autre, ceux qui peuvent être progressistes ou du moins, tirer dans un sens progressiste dans le cadre d'un système d'alliances. Là encore, la manière dont Gramsci analyse la question méridionale en a fait une référence indispensable. Petras y est récemment revenu avec insistance dans sa critique de Hardt et Negri. Cf. Petras, J. « A Rose by Any Other Name ? The Fragrance Of Imperialism », *The Journal of Peasant Studies*,

autour de l'axe Wall Street - Trésor américain, il présentait toutefois de nombreux aspects multilatéraux, grâce aux places financières de Tokyo, Londres, Francfort, et de bien d'autres encore. Il est étroitement lié à l'émergence de grandes entreprises capitalistes transnationales qui, bien que basées dans un seul Etat, se sont étendues un peu partout dans le monde, selon des modes qui auraient été inconcevables au cours des phases précédentes de l'impérialisme (les trusts et les cartels décrits par Lénine étaient tous étroitement liés à un seul Etat). C'est ce monde-là que la Maison Blanche sous Clinton et sous Robert Rubin, son tout-puissant ministre des Finances issu des milieux spéculatifs de Wall Street, tenta de gérer au moyen d'un multilatéralisme centralisé, illustré par ce qu'on a appelé, au milieu des années 1990, le « consensus de Washington ». Pendant un court instant, on crut que Lénine s'était trompé et que c'est Kautsky qui avait peut-être raison : il devenait possible d'instaurer un « ultra-impérialisme » basé sur une collaboration « pacifique » entre toutes les grandes puissances capitalistes, aujourd'hui symbolisée par un groupe appelé le G7, et par ce qu'on appelle « la nouvelle architecture financière internationale », bien qu'elle soit sous la seule coupe des Etats-Unis ¹⁷.

Mais ce système se heurte à présent à de sérieuses difficultés. La fragmentation chaotique des conflits entre puissances et leur volatilité même rend difficile, comme Rosa Luxembourg l'avait déjà signalé, l'analyse des lois strictes de l'économie qui sont à l'œuvre derrière les miroirs et les écrans de fumée, particulièrement ceux de la finance. Mais même si la crise de 1997-1998 a révélé que l'épicentre des capacités de surproduction se situait bien en Asie du sud-est (de sorte que les États unis ont tout particulièrement ciblé cette région pour une dévaluation), le rétablissement rapide de certaines zones de l'Asie du sud-est a remis sur le devant de la scène mondiale le problème général de la suraccumulation ¹⁸. Cela pose la question du passage à un nouveau

29. 2, pp. 135-60. Il ne faut pas confondre les paysans aisés se battant contre la réforme agraire avec les paysans sans terre se battant pour leur droit à la survie.

17. Pour une présentation (de loin la meilleure), cf. Armstrong, P., Glyn, A. and Harrison, J., *Capitalism since World War II : The Making and Break up of the Great Boom*, Oxford, Basil Blackwell.

18. Perry Anderson (« Internationalism : A Breviary », *New Left Review*, 14, mars 2002, p. 20) relève de quelle manière « la vision de type kautskyen » finit par être abandonnée et note que des théoriciens libéraux comme Robert Keohane font également le lien. Sur la nouvelle architecture financière internationale cf. Soederberg, S., « The New International Financial Architecture : Imposed Leadership and Emerging Markets », *Socialist Register*, 2002, pp. 175-92.

dispositif spatio-temporel (pénétrant en Chine ?), ou celle de savoir qui fera les frais d'une nouvelle dévaluation. La menace d'une récession américaine après une décennie, voire plus, d'une croissance exubérante (et même « irrationnelle ») indique que les États-Unis ne sont pas à l'abri. La détérioration rapide de la balance des paiements des États-Unis constitue un facteur d'instabilité majeur. « Cette même explosion des importations qui a tiré l'économie mondiale » pendant les années 1990 a, selon Brenner, « porté les déficits commerciaux des échanges courants et commerciaux à des niveaux records conduisant à une croissance sans précédent des avoirs financiers étrangers et à une vulnérabilité, sans précédent dans l'histoire, de l'économie américaine à la fuite des capitaux et à l'effondrement du dollar »¹⁹. Mais cette vulnérabilité vaut des deux côtés. Si le marché américain s'effondre, alors il entraîne avec lui les économies qui comptent sur ce marché pour écouler leurs excédents de production. Quand les gestionnaires des banques centrales japonaises ou taiwanaises s'empressent d'avancer des fonds pour combler les déficits américains, il s'agit prioritairement pour eux de servir leurs propres intérêts : ils financent ainsi la consommation américaine qui sert de débouchés à leurs produits. Actuellement, ils sont peut-être en train de financer l'effort de guerre américain.

Mais l'hégémonie (et la domination) américaine est, une fois de plus, menacée et cette fois le danger semble plus significatif. Si, par exemple, Braudel (suivi par Arrighi) a raison, et qu'une puissante vague de financiarisation sert effectivement de prélude au transfert d'hégémonie d'une puissance dominante à une autre, alors le choix de la stratégie américaine de financiarisation dans les années soixante-dix pourrait bien illustrer un schéma historique auto-destructeur²⁰. Les déficits (intérieurs comme extérieurs) ne peuvent pas continuer indéfiniment à s'envoler. La capacité et le bon vouloir (principalement de l'Asie) de les financer (au rythme de 2,3 milliards de dollars par jour, au taux de change actuel) ne sont pas inépuisables. Tout autre pays au monde qui présenterait les caractéristiques macro-économiques des États-Unis aurait déjà été soumis à l'austérité impitoyable et aux procédures d'ajustement structurel du FMI. Mais, comme le remarque Gowan, « la capacité de Washington à manipuler le cours du dollar et à exploiter la domination de Wall Street sur la finance internationale a permis aux autorités américaines de se dispenser ce que d'autres États ont été obligés de faire : surveiller la balance des paiements, modifier

19. Robert Brenner, *op. cit.*, p. 3.

20. Arrighi, G. et Silver, B. *Chaos and Governance in The Modern World System*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, pp. 31-33.

l'économie du pays pour garantir de hauts niveaux d'épargne et d'investissement, surveiller les niveaux d'endettements publics et privés, disposer d'un système de médiations financières efficace permettant une croissance forte des secteurs de la production intérieure ». L'économie américaine a pu ainsi trouver « une échappatoire à toutes ces contraintes » et est devenue, de ce fait, « profondément perturbée et instable »²¹. En outre, les vagues successives d'accumulation par expropriation, ce signe distinctif du nouvel impérialisme américanocentré, déclenchent des résistances et des ressentiments partout où ils éclatent, engendrant non seulement un mouvement antimondialisation planétaire et actif (fort différent dans sa forme des luttes de classes, enchâssées dans les processus de reproduction élargie) mais aussi une résistance active à l'hégémonie américaine organisée par des puissances subordonnées, naguère dociles, particulièrement en Asie (la Corée du sud en fournit un bon exemple) et maintenant même en Europe.

Pour les Etats-Unis, les choix sont limités. Ils pourraient se détourner de leur forme actuelle d'impérialisme en procédant à une redistribution massive de la richesse à l'intérieur de leurs frontières et, sur le plan intérieur, en cherchant à absorber les excédents de production par des dispositifs temporels (une amélioration spectaculaire du secteur éducatif et la réparation d'infrastructures vieillissantes seraient de bons points de départ). Une stratégie industrielle de revitalisation du secteur manufacturier pourrait également s'avérer utile. Mais ceci imposerait de financer les déficits ou d'augmenter les impôts ainsi que d'adopter un certain dirigisme étatique et c'est précisément ce que la bourgeoisie se refuse à envisager, comme à l'époque de Chamberlain. Tout homme politique qui proposerait une telle solution est certain de se faire clouer au pilori par la presse capitaliste et ses idéologues et de perdre toute élection dans ce contexte de l'argent roi. Pourtant, et contre toute attente, c'est bien des Etats-Unis ainsi que du noyau dur des pays capitalistes (particulièrement en Europe) que vient une riposte de masse, hostile aux politiques néo-libérales et à la réduction des dépenses publiques et de protection sociale, qui pourrait bien être l'un des seuls moyens de sauver le capitalisme occidental de ses tendances autodestructrices.

Encore plus suicidaire au plan politique intérieur serait la tentative de s'imposer une autodiscipline d'austérité semblable à ce que le FMI impose aux autres pays. A l'extérieur, toute puissance étrangère qui s'y essaierait (par le biais de la fuite de capitaux et de l'effondrement du dollar, par exemple) s'attirerait des représailles américaines politiques,

21. Peter Gowan, *op. cit.*, p. 123.

économiques, voire militaires, cinglantes. On voit mal les Etats-Unis tranquillement accepter la croissance phénoménale de l'Asie du Sud-Est, s'y adapter, et reconnaître, comme Arrighi le souhaite, que nous observons un déplacement du centre de gravité de la puissance mondiale vers l'Asie²². Il est peu probable que les États-Unis cèdent la place. En tout état de cause, cela entraînerait une réorientation, dont certains signes sont déjà perceptibles, du capitalisme sud asiatique vers moins de dépendance vis-à-vis des consommateurs américains et l'établissement d'un marché basé sur la demande intérieure en Asie même. C'est là que l'énorme programme de modernisation en Chine, version locale de ce que firent les Etats-Unis dans les années cinquante et soixante pour tirer la croissance interne, pourrait jouer un rôle crucial en aspirant progressivement les excédents capitalistiques du Japon, de Taiwan et de la Corée du sud, et en diminuant d'autant les flux drainés vers les Etats-Unis. Aujourd'hui Taiwan exporte, par exemple, plus vers la Chine que vers l'Amérique du Nord. La diminution des flux financiers vers les Etats-Unis qui s'ensuivraient aurait des conséquences calamiteuses.

C'est dans ce contexte que se développent des tendances dans la classe politique américaine cherchant, au plan militaire, à rouler des mécaniques, puisque c'est la seule forme claire de pouvoir absolu à disposition, parlant ouvertement de l'Empire comme d'une véritable option politique (vraisemblablement pour mettre le reste du monde à contribution) et cherchant à contrôler les ressources en pétrole afin de contrebalancer les changements de rapports de force qui menacent, au niveau économique, la suprématie américaine à l'échelle mondiale. Les tentatives actuelles des Etats-Unis pour s'assurer la mainmise sur le pétrole irakien et vénézuélien (dans un cas en prétendant rétablir la démocratie et dans l'autre en la renversant) prennent toute leur signification. Nous assistons à une vulgaire répétition de ce qui s'est passé en 1973, car l'Europe et le Japon tout comme l'Asie du Sud-Est (la Chine y compris désormais, et c'est crucial) sont encore plus dépendants du pétrole du Golfe persique que ne le sont les Etats-Unis. Si les Etats-

22. Arrighi n'envisage pas de défi externe d'envergure significative mais ses collègues et lui-même en viennent toutefois à la conclusion que les Etats-Unis « sont bien plus à même que la Grande-Bretagne il y a cent ans de convertir leur hégémonie déclinante en domination par l'exploitation. Si le système finit par s'effondrer, la responsabilité en reviendra principalement aux Etats-Unis et à la résistance à l'ajustement et à l'adaptation. Inversement, un ajustement et une adaptation des Etats-Unis à la puissance économique montante du Sud-Est asiatique constituent une condition essentielle d'une transition non-catastrophique vers un nouvel ordre mondial ». Cf. Arrighi, G. et Silver, B., *op. cit.*, pp. 288-289.

Unis planifient le renversement de Chavez ainsi que celui de Saddam, s'ils peuvent stabiliser un régime saoudien armé jusqu'aux dents qui repose aujourd'hui sur les sables mouvants d'un pouvoir autoritaire (et qui menace de basculer dans un islamisme radical : tel était, après tout, l'objectif premier d'Oussama Ben Laden), s'ils peuvent, ce qui a l'air probable, passer d'Irak en Iran et consolider leurs positions en Turquie et en Ouzbékistan pour maintenir une présence stratégique à proximité des gisements pétroliers de la mer Caspienne, alors les Etats-Unis, par leur ferme contrôle sur le robinet du pétrole mondial, peuvent espérer conserver un contrôle effectif sur l'économie mondiale et conforter leur position hégémonique pour les cinquante années à venir ²³.

Les dangers d'une telle stratégie sont immenses. La résistance sera acharnée, à commencer par celle de l'Europe et de l'Asie, et la Russie ne sera pas en reste. La réticence à entériner l'invasion militaire américaine en Irak au Conseil des Nations Unies, notamment de la part de la France et de la Russie, qui entretiennent déjà des liens étroits avec les exploitants du pétrole irakien, était révélatrice. Les Européens en particulier sont bien plus attirés par la conception de l'ultra-impérialisme à la Kautsky, selon laquelle toutes les puissances capitalistes dominantes sont censées collaborer à part égale. Une hégémonie américaine instable qui repose sur une militarisation permanente et une politique extérieure aventuriste susceptible de mettre gravement en péril la paix à l'échelle planétaire n'est pas pour plaire au reste du monde. Le modèle européen n'en est pas plus progressiste pour autant. Si l'on en croit Robert Cooper, consultant de Tony Blair, il revient à remettre au goût du jour les distinctions du dix-neuvième siècle entre États civilisés, barbares et sauvages sous les traits d'une opposition entre États postmodernes, modernes et pré-modernes. A charge pour les postmodernes, en tant que garants d'un comportement civilisé décentré, d'induire, directement ou indirectement, une obéissance aux normes universelles (par quoi il faut entendre « occidentales ») et des pratiques humanistes (comprendre « capitalistes ») de par le monde ²⁴. C'est exactement ainsi que la tradition libérale du XIX^e siècle, à l'instar de John Stuart Mill, justifiait que l'on gardât l'Inde sous tutelle et que l'on prélevât son écot dans les colonies tout en vantant les mérites de la démocratie représentative en métropole. En l'absence de toute relance forte d'une accumulation soutenue dans le cadre d'un mouvement de reproduction élargie, ceci entraînera une politique d'accumulation par l'expropriation qui ira en

23. Klare, M. *Resource Wars : The New Landscape of Global Conflict*, New York, Henry Holt, 2002.

24. Cf. Cooper, *op. cit.*

s'aggravant partout dans le monde afin d'empêcher le moteur de l'accumulation de caler.

Cette forme alternative d'impérialisme risque fort peu d'être acceptable pour une large part de la population mondiale qui a fait l'expérience de (et dans certains cas a commencé à riposter à) l'accumulation par l'expropriation et autres formes de capitalisme prédateur qu'elle a eu à subir ces dernières décennies. La ruse libérale préconisée par quelqu'un comme Cooper est trop bien connue des auteurs post coloniaux pour exercer une quelconque séduction²⁵. Par ailleurs, le militarisme flagrant que les Etats-Unis mettent de plus en plus en avant comme l'unique réponse possible au terrorisme mondial n'est pas seulement lourd de menaces (au nombre desquelles, il faut compter les dangereux précédents des « frappes préventives ») ; il est de plus en plus perçu comme le masque d'une hégémonie menacée qui tente de se maintenir au niveau mondial.

Mais la question la plus intéressante concerne peut-être la réaction venant des Etats-Unis eux-mêmes. Sur ce point, Hannah Arendt fait de nouveau valoir un argument éclairant : l'impérialisme ne peut se maintenir dans les colonies sans exercer en métropole une répression active, voire tyrannique²⁶. Le mal fait aux institutions démocratiques en métropole peut être considérable (ainsi que les Français l'ont appris pendant la guerre d'Algérie). La tradition populaire aux Etats-Unis est anti-colonialiste et anti-impérialiste et il a fallu un tour de passe-passe assez considérable (si ce n'est une tromperie manifeste) pour cacher le rôle impérialiste des Etats-Unis sur la scène internationale, ou du moins pour lui faire revêtir les habits des grandes causes humanitaires au cours des dernières décennies. Rien ne dit que la population américaine soit prête dans son ensemble à soutenir un tournant explicite en faveur d'un Empire durablement militarisé (pas plus qu'elle ne s'est résolue à soutenir la guerre du Vietnam au bout du compte). Elle n'est pas davantage prête à continuer à accepter le prix à payer au niveau interne en termes de libertés individuelles et de droits du citoyen (prix substantiel vu les clauses répressives des mesures relatives à la sécurité intérieure [*Patriot Act, Homeland Security Act*]). Si l'Empire implique de déchirer la Déclaration des droits [*Bill of Rights*], rien ne dit que le compromis sera

25. Confrontée aux propos de Cooper, la critique formulée par U. Mehta (*Liberalism and Empire*, Chicago, Chicago University Press, 1999) est tout simplement dévastatrice.

26. Cf. Arendt, *op. cit.*, pp. 17-20. De manière intéressante, ceci a durablement constitué une source de préoccupation interne vis-à-vis des aventures impériales engagées par les Etats-Unis, comme l'indique William Appleman Williams dans son *Empire As a Way of Life*, New York, Oxford, 1980.

accepté. Mais l'autre aspect de la difficulté est que, en l'absence de toute reprise spectaculaire et soutenue d'une accumulation par la reproduction élargie et en raison des faibles possibilités qu'offre l'accumulation par l'expropriation, l'économie américaine risque de sombrer dans une dépression déflationniste qui fera passer, en comparaison, l'expérience du Japon ces dix dernières années pour une vulgaire anicroche. Et si l'on se détourne fortement du dollar, alors la politique d'austérité devra être brutale à moins, bien entendu, qu'émerge une politique radicalement différente de redistribution des richesses et des actifs (la bourgeoisie en frémerait d'horreur) qui se concentre sur la réorganisation complète des infrastructures sociales et physiques de la nation pour absorber le capital et la main d'œuvre inemployés dans des activités socialement utiles, par opposition à des fins de pure spéculation.

La forme que prendra le prochain impérialisme est à l'encan. La seule chose dont nous pouvons être certains, c'est que le mode de fonctionnement du système mondial traverse une période de transition majeure et que toute une série de forces actuellement en mouvement pourraient facilement faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. L'équilibre entre l'accumulation par l'expropriation et la reproduction élargie a déjà basculé en faveur de la première, sans que l'on voie ce qui pourrait altérer cette dynamique. Ce basculement constitue le sceau même du nouvel impérialisme, conférant une importance idéologique cruciale aux prises de positions explicites sur le nouvel impérialisme et la nécessité de l'empire.

Nous savons que la trajectoire économique suivie par l'Asie est d'une importance capitale, mais que la domination militaire est toujours du côté des Etats-Unis. Voilà, ainsi qu'Arrighi l'a souligné, une situation inédite. Il se pourrait que nous assistions en Irak au premier acte d'une géopolitique mondiale dans un contexte de récession généralisée. Les Etats-Unis, dont l'hégémonie était fondée sur la production et le pouvoir financier et militaire dans l'immédiat après-guerre, ont perdu leur suprématie au niveau de la production après 1970 et il se peut bien que nous assistions à la perte de la suprématie financière, ne laissant que la puissance militaire. Ce qui se passe aux Etats-Unis est donc d'une importance cruciale pour la forme que le nouvel impérialisme est susceptible de prendre. Par surcroît, se développe un front d'opposition à l'expansion de l'accumulation par l'expropriation. Mais les formes de lutte de classes qui en résultent sont d'une nature profondément différente de la version classique de la lutte des classes du prolétariat dans le cadre de la reproduction élargie (qui se prolonge malgré tout dans des formes plus assourdies) et dont l'avenir du socialisme était tradition-

nellement censé dépendre. Il est vital d'encourager les solidarités qui commencent à émerger autour de ces différents vecteurs de luttes car on peut y discerner les ferments d'une forme de mondialisation radicalement différente, non-impérialiste, qui met davantage l'accent sur le bien-être social et sur des objectifs humanitaires associés à des formes créatives du développement géographique inégal que sur la glorification du pouvoir de l'argent, des valeurs boursières et sur l'incessante accumulation de capital, prête à tout, qui parcourt les espaces géographiques disparates de l'économie globale pour immanquablement finir concentrée dans quelques îlots de richesse extraordinaire. L'époque actuelle est peut-être hautement instable et pleine d'incertitudes, mais cela signifie aussi qu'elle est pleine d'imprévus et riche de potentialités.